

## MAIRIE DE DRAGUIGNAN

DÉPARTEMENT



DU VAR

ARRETE TEMPORAIRE DE CIRCULATION N°A 2018- *uo*

Richard STRAMBIO, maire de la ville de Draguignan,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2122.28, L 2212.1 à L 2213.6,

Vu le code pénal,

Vu le code de la route,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie - signalisation approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 modifié),

Vu le règlement de voirie du 08 décembre 2010,

Vu la demande du 24 janvier 2018, présentée par la société

- SUD EST ASSAINISSEMENT DU VAR, demeurant 382, bd Caussemille - 83300 DRAGUIGNAN,

concernant des travaux de curage et d'inspection télévisée du réseau d'eaux usées

**ARRETE**

ARTICLE 1 : Afin de permettre la réalisation des travaux cités ci-dessus,

**Sur les places du Marché et de la Paroisse ainsi que dans la rue P. Clément :**

- le stationnement sera interdit
- la circulation sera réglementée par chaussée rétrécie ou bien par alternat manuel (K10)
- la vitesse sera limitée à 30 km/h

**Dans la rue des Marchands et l'impasse du Chapitre :**

- la circulation sera interrompue de 8h à 17h
- le stationnement sera interdit

**A compter du LUNDI 05 FEVRIER 2018 pour une durée de DEUX JOURS.**

**Sur le boulevard L. Blum :**

- le stationnement sera interdit
- la circulation sera réglementée par alternat par feux tricolores (KRJ11)
- la vitesse sera limitée à 30 km/h

**A compter du 26 FEVRIER 2018 pour une durée de DEUX JOURS.**

ARTICLE 2 : La signalisation réglementaire sera conforme à l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie) et au manuel du chef de chantier sur la signalisation temporaire émis par le Ministère de l'équipement, des transports et du logement (CF 13, 23, 24).

Elle sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux qui est et demeure entièrement responsable de tous incidents ou accidents qui pourraient survenir du fait du chantier.

Les panneaux seront entièrement rétro réfléchis et mis en place au moins 48 h avant le début des travaux.

Le présent arrêté devra être affiché sur le chantier.

ARTICLE 3 : Les officiers de police judiciaire territorialement compétents sont autorisés en conséquence, à faire appel à un garagiste agréé par les services préfectoraux pour procéder à l'enlèvement de tout véhicule en stationnement irrégulier.

Les frais de telles interventions sont à la charge des contrevenants

ARTICLE 4 : M. le directeur général des services,  
M. le directeur général des services techniques,  
M. le chef de la police municipale,  
M. le commissaire principal de police,  
sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

*Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la présente décision, et rappelle qu'un délai de deux mois est ouvert, à compter de sa notification ou de sa publication, pour contester la présente décision devant le tribunal administratif de Toulon.*

DRAGUIGNAN, le 23.01.18

P/Le maire,  
Le directeur général des services techniques,



**Richard VARENNE**